Pour diffusion immédiate : 20/06/2025 **GOUVERNEURE KATHY HOCHUL**

EN CHIFFRES : EFFETS DÉVASTATEURS DU « BIG UGLY BILL » SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ÉTAT DE NEW YORK

Le projet de loi de réconciliation républicain imposerait un coût annuel de 2,1 milliard de dollars aux États et aux collectivités locales. Cette mesure entraînerait des réductions de prestations, un accès réduit, voire pire, pour des millions de New-Yorkais.

Plus de 300 000 ménages devraient perdre tout ou une partie de leurs prestations SNAP

Une perte moyenne estimée à 220 dollars par mois affecterait gravement les budgets d'épicerie des ménages

L'activité économique des économies locales est réduite, car les petites entreprises, les épiciers et les agriculteurs perdent des recettes

Une nouvelle visualisation de l'utilisation du programme SNAP par district du Congrès peut être trouvée ici

La gouverneure Kathy Hochul a tiré aujourd'hui la sonnette d'alarme sur l'impact du projet de loi budgétaire républicain sur le programme alimentaire le plus important du pays, le programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire (Supplemental Nutrition Assistance Program, SNAP), menaçant ainsi une source vitale dont dépendent des millions de New-Yorkais pour subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens. Selon les estimations, le projet de loi de réconciliation imposerait des coûts exorbitants aux États fédérés de tout le pays, notamment à New York, où près de 2,1 milliards de dollars supplémentaires seraient imposés chaque année à l'État et aux gouvernements locaux des comtés.

« Chaque New-Yorkais a le droit de manger tous les jours. C'est clair et net. » **A déclaré la gouverneure Hochul,** « J'invite par conséquent les membres du Congrès à se joindre à moi et à prendre leurs responsabilités pour protéger le financement du SNAP dont dépendent les familles avec enfants, les personnes âgées, les New-Yorkais handicapés, les agriculteurs locaux et les propriétaires de magasins pour survivre. »

Le Programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire (SNAP) est un programme financé par le gouvernement fédéral, supervisé par le Bureau d'assistance temporaire et d'aide à l'invalidité de l'État de New-York et administré par les services sociaux locaux. À New York, le programme SNAP aide plus de 1,7 million de ménages et 2,9 millions de bénéficiaires (dont la plupart sont des enfants, des personnes âgées ou des personnes handicapées) à couvrir le coût de l'achat d'aliments sains et nutritifs. Les prestations SNAP sont déjà relativement modestes, avec une moyenne de 7 dollars par jour. Toutefois, cette aide constitue une bouée de sauvetage vitale pour les ménages. Plus de 14 % de la population de New York, soit un New-Yorkais sur sept, dépendent du programme SNAP. Par conséquent, le programme SNAP est le meilleur outil de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire de l'État de New York, au cœur des priorités politiques de la gouverneure Hochul.

Outre le soutien aux individus et aux familles et la lutte contre la faim, le programme SNAP apporte également un soutien vital aux économies locales. Les recherches menées par le Département de l'Agriculture des États-Unis (U.S. Department of Agriculture, USDA) démontrent que les investissements dans le SNAP ont d'importants effets multiplicateurs : chaque dollar dépensé dans le programme génère 1,54 dollar d'activité économique lorsque les bénéficiaires utilisent leurs prestations dans les commerces locaux, notamment les épiceries, les marchés fermiers, les petites entreprises et autres. Chaque année, environ 7,8 milliards de dollars de prestations SNAP sont versés à New York, soit 12 milliards de dollars investis dans l'activité économique de l'État, que ce soit dans les zones urbaines, suburbaines ou rurales.

Barbara C. Guinn, commissaire du Bureau d'assistance temporaire et d'invalidité de l'État de New York et coprésidente du Conseil consultatif pour la réduction de la pauvreté infantile (Child Poverty Reduction Advisory Council, CPRAC), a déclaré : « Les réductions budgétaires et modifications politiques proposées par le Congrès dans le SNAP pourraient fragiliser le programme et rendre plus difficile l'accès aux produits alimentaires pour les familles new-yorkaises à faibles revenus. Cette situation pourrait amplifier l'insécurité alimentaire et les difficultés économiques dans les communautés de l'État de New York. Ces propositions constituent une grave menace pour un programme pourtant efficace et efficient, dont les recherches montrent clairement et régulièrement qu'il réduit la faim, favorise le travail et stimule l'économie : des objectifs d'importance nationale qui justifient la poursuite de l'investissement fédéral. Nous exhortons les membres du Congrès à agir de manière responsable et à ne pas renoncer à ce qui est depuis longtemps un engagement fédéral : le financement intégral des prestations du programme SNAP pour tous ceux qui y ont droit. »

Le Dr DaMia Harris-Madden, commissaire du Bureau des services à l'enfance et à la famille de l'État de New York et membre de la CPRAC, a déclaré : « Le programme SNAP est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour lutter contre la faim chronique dans l'État de New York, où plus d'un New-Yorkais sur sept est confronté à l'insécurité alimentaire. Les réductions proposées par le gouvernement fédéral pour ce programme sont insondables : le fait que des enfants et des familles soient privés de besoins fondamentaux tels que la nourriture aura des conséquences

catastrophiques. La gouverneure Hochul s'est engagée à améliorer la santé, le bien-être et la stabilité économique des New-Yorkais par d'importants investissements. Mais elle ne peut y parvenir toute seule. Nous exhortons les membres du Congrès à s'opposer à ces réductions et à préserver les financements indispensables pour permettre aux plus vulnérables de notre communauté d'avoir de quoi manger. »

En chiffres : Report de coûts exorbitants sur les États et collectivités locales
Les propositions du projet de loi de réconciliation républicain, soutenues par tous les élus du parti républicain au Congrès de New York, menacent un programme efficace et efficient, dont les recherches montrent clairement et systématiquement qu'il réduit la faim, favorise le travail et stimule l'économie, en imposant des coûts exorbitants et insoutenables aux États :

- Le gouvernement fédéral a toujours financé 100 % des prestations du programme SNAP. Pour la première fois dans l'histoire du programme, le projet de loi républicain marque un désengagement du gouvernement fédéral, reportant une part substantielle des coûts sur les États et les contraignant à des arbitrages budgétaires difficiles. Dans le cas de l'État de New York, les Républicains imposeraient un transfert de 15 à 25 % du coût des prestations, soit un total de 1,9 milliard de dollars par an de coûts supplémentaires pour l'État et les collectivités locales.
- Depuis toujours, le gouvernement fédéral et les États se partagent équitablement les coûts administratifs du programme. Pour la première fois dans l'histoire du programme, dans le cadre du projet de loi de réconciliation du Parti républicain, le gouvernement fédéral exigerait des États qu'ils contribuent beaucoup plus aux coûts administratifs, en augmentant la part des États à 75 %. Pour l'État de New York, plus de 200 millions de dollars de frais administratifs supplémentaires seraient répercutés chaque année sur l'État et les collectivités locales.
- Le projet de loi républicain supprime également le financement des programmes d'éducation SNAP qui apprennent aux bénéficiaires à optimiser la valeur fiscale et nutritionnelle de leurs prestations SNAP. Cette mesure priverait l'État de New York et les bénéficiaires de SNAP d'environ 29 millions de dollars.
- Les transferts de coûts liés au SNAP proposés par les Républicains coûteront au total près de 2,1 milliards de dollars par an à l'État de New York et aux gouvernements locaux des comtés. Cette somme ne peut pas être absorbée au niveau de l'État ou au niveau local et aurait des conséquences budgétaires importantes pour l'État et les collectivités locales.

En chiffres : Changements dans les exigences de travail de SNAP :
Outre les transferts de coûts proposés, les Républicains s’en prennent aussi aux bénéficiaires du programme SNAP en étendant drastiquement les obligations de travail, excessivement sévères et complexes sur le plan administratif, sans aucun soutien supplémentaire pour ces personnes :

- Certains bénéficiaires seraient tenus de prouver qu’ils travaillent 80 heures par mois, avec des options d’emploi éligibles restreintes, et ce indépendamment

d’autres facteurs tels que la situation économique. Les bénéficiaires qui ne parviennent pas à satisfaire à cette exigence au bout de trois mois, quelles que soient les circonstances ou les raisons, se verraient alors privés de SNAP et interdits d'en bénéficier pendant trois ans.

- Les Républicains étendent ces obligations de déclaration, ces délais plus stricts et ces interdictions à un plus grand nombre de groupes, notamment aux familles avec des enfants de sept ans et aux personnes âgées de 64 ans. Le projet de loi ne prévoit aucun financement supplémentaire pour permettre aux États d'aider ces nouvelles populations à trouver un emploi ou une formation, ou à fournir les services de soutien nécessaires, tels que les services de garde d'enfants et de transport.
- La marge de manœuvre des États dans la gestion du programme serait fortement réduite, car le projet de loi limite leur capacité à demander des dérogations pour les régions où le taux de chômage est élevé et où les résidents peuvent avoir des difficultés à trouver un emploi en raison de facteurs économiques plus généraux
- Ces exigences créent des obstacles pour les personnes dont l'emploi est instable, qui assument des responsabilités familiales ou qui font face aux problèmes de santé. L'application de ces règles rend le système plus complexe, augmente le risque d'erreurs et mobilise des ressources qui seraient mieux utilisées pour accompagner les bénéficiaires et gérer le programme. En effet, des recherches publiées sur le site Web de l'USDA montrent que le renforcement des exigences en matière de travail a réduit le nombre d'inscriptions au programme SNAP pour ceux qui sont soumis à la limite de temps, sans qu'aucune preuve n'indique une véritable croissance du taux d'emploi ou des revenus annuels.

D'après les estimations, plus de 300 000 ménages, dont des familles avec enfants, des personnes âgées, des jeunes sortant de foyers d'accueil, des sans-abri, des personnes handicapées et des anciens combattants, seraient touchés par ces changements et perdraient tout ou partie de leurs prestations SNAP. En conséquence, certains des New-Yorkais les plus vulnérables perdraient chaque année des centaines de millions de dollars en prestations SNAP.

<u>En chiffres : Impact sur les agriculteurs et les détaillants new-yorkais :</u>
Outre l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, les réductions du programme pénaliseraient les entreprises locales et affaibliraient la capacité de SNAP à stimuler les économies locales dans tous les États. La réduction du budget alimentaire des familles engendrerait une baisse des revenus pour des milliers d'entreprises dans tous les États, avec des effets d'entraînement sur toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

- Des effets en cascade entraîneraient des pertes d'emplois, des fermetures de petites entreprises et des pertes de revenus pour des entreprises de toutes formes et de toutes tailles dans tous les États, qu'il s'agisse d'épiceries indépendantes ou de chaînes de magasins

- La baisse des ventes et des fonds de contrepartie frappe durement plus de 18 000 commerces qui adhèrent au programme SNAP dans l'État de New York, ainsi que les économies locales. Ceux-ci comprennent des épiceries, des magasins locaux et des centaines d'agriculteurs locaux autorisés par SNAP, des marchés de producteurs et des étals agricoles présents dans chaque comté de New York, qui vendent des produits agricoles new-yorkais aux membres de leur communauté locale. Les ventes SNAP dans la communauté agricole ont considérablement augmenté depuis 2019. Cette augmentation permet aux consommateurs new-yorkais d'avoir accès aux denrées alimentaires saines et fraîches issues de l'agriculture, et à nos communautés agricoles de bénéficier d'un financement supplémentaire pour développer leur économie. Comme l'État verse des fonds équivalents aux fonds SNAP dépensés sur les marchés agricoles dans le cadre du programme Fresh2You FreshConnect, les exploitations agricoles sont doublement touchées par la diminution des fonds SNAP.

Lutte contre l'insécurité alimentaire dans l'État de New York

La gouverneure Hochul a fait de l'amélioration de l'accès à la nourriture pour tous les New-Yorkais une priorité, en soutenant plusieurs programmes innovants visant à promouvoir les produits locaux. Parmi les mesures phares du budget 2026 de l'État figurent en bonne place : l'initiative 30 % NYS (30 Percent NYS Initiative) pour les repas scolaires, le programme Farm-to School, les Farmers' Market Nutrition Programs, les Urban Farms and Community Gardens Grants Programs et le programme Nourish NY, qui permet au réseau new-yorkais de fournisseurs d'aliments d'urgence d'acheter des aliments aux agriculteurs new-yorkais pour les distribuer aux familles nécessiteuses.

Le budget de cette année prévoit également 340 millions de dollars pour les repas scolaires, soit une augmentation de 160 millions de dollars (89 %) par rapport à l'année précédente. Il exige en outre que tous les districts scolaires, les écoles à charte et les écoles privées qui participent au programme national de déjeuner et de petit-déjeuner à l'école fournissent gratuitement le petit-déjeuner et le déjeuner à tous les élèves, quel que soit le revenu de leur famille. Cette mesure pourrait ainsi réduire les dépenses des familles et garantir qu'aucun élève ne souffre de la faim à l'école. En outre, le budget prévoit un troisième cycle de financement dans le cadre du Regional School Food Infrastructure Grant Program (programme de subvention de l'infrastructure alimentaire régionale des écoles), qui alloue 50 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir des cuisines centrales régionales. Ces installations faciliteront l'utilisation de produits agricoles frais de l'État de New York dans la préparation des repas pour les élèves de la maternelle à la terminale.

Le sénateur Charles Schumer a déclaré : « Le projet de loi républicain, qualifié de "Big Ugly Bill" supprimerait davantage d'aides alimentaires que jamais auparavant pour mieux engraisser les ultra-riches et les multinationales. Si finalement ce plan républicain du Congrès est adopté, il portera un coup de 2 milliards de dollars à l'État de New York et privera de nourriture les enfants et les personnes âgées touchés par la faim. Les collectivités locales devront assumer cette charge sans précédent, car elles seront

obligées de prendre des décisions impossibles pour déterminer qui doit bénéficier des prestations alimentaires et qui devra mourir de faim. Le Parti républicain doit agir et protéger plus de 300 000 familles et personnes âgées de l'État de New York qui risquent de perdre leurs prestations alimentaires, au lieu de faire passer des réductions d'impôts pour les riches et les puissants intérêts particuliers. »

Le représentant Jerry Nadler a déclaré : « Le projet de loi de réconciliation républicain est une attaque directe contre la sécurité alimentaire à New York. Il amputerait le programme SNAP et d'autres programmes essentiels de milliards de dollars. Les États seraient ainsi contraints d'absorber les coûts ou de priver les familles de l'aide dont elles ont besoin. Rien que dans ma circonscription, un ménage sur sept dépend du programme SNAP pour pouvoir manger. Avec ce projet de loi, la prestation moyenne tomberait à moins de cinq dollars par jour. Dans ces conditions, personne ne peut se nourrir dignement. Ces réductions sont non seulement inhumaines et myopes, mais aussi économiquement irresponsables. Lorsque les familles ont moins d'argent à consacrer à l'alimentation, c'est toute la communauté qui en subit les conséquences. Des bodegas de quartier aux agriculteurs du nord de l'État, plus de 18 000 commerces de détail new-yorkais pourraient subir des pertes de chiffre d'affaires, des suppressions d'emplois voire même la fermeture de leurs portes. Les fonds du programme SNAP permettent de soutenir les petites entreprises, de renforcer les économies locales et d'acheter des aliments frais et sains au sein de leur communauté. Je me bats pour que ce projet de loi échoue, car aux États-Unis d'Amérique, personne ne devrait jamais souffrir de la faim, surtout si c'est pour que les milliardaires puissent bénéficier d'un nouvel allègement fiscal. »

Le représentant Adriano Espaillat a déclaré : « Depuis près d'un siècle, l'Amérique tend une bouée de sauvetage à ses familles les plus vulnérables pour garantir qu'aucun enfant ne souffre de la faim, quelles que soient sa race, sa religion ou sa situation économique. Mais aujourd'hui, les Républicains cherchent à rompre cet accord sacré en supprimant les bons d'alimentation et d'autres prestations dont dépendent près de 300 000 familles dans mon district et plus de 1,6 million dans tout l'État de New York. Les familles reçoivent l'aide du programme SNAP parce qu'elles en ont besoin, et non par désir. Ceux qui prétendent le contraire risquent de plonger les gouvernements locaux et régionaux dans le surendettement, de déstabiliser les communautés vulnérables et de faire reculer des décennies de progrès en matière de sécurité alimentaire à travers notre pays. »

La représentante Nydia M. Velázquez a déclaré : « Le projet de loi républicain est une attaque directe contre les New-Yorkais les plus vulnérables, notamment les familles laborieuses, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées qui comptent sur le programme SNAP pour se nourrir. Ce projet de loi supprime un programme dont dépendent près de 3 millions de New-Yorkais et qui génère des milliards d'activités économiques au niveau local, tout cela pour financer des allègements fiscaux pour les milliardaires. C'est un désastre pour notre État, et je poursuivrai mon combat pour m'assurer qu'il échoue. »

Le représentant Paul Tonko a déclaré : « Ce projet de loi (qualifié de Big Ugly Bill) du Parti républicain, aussi brutal que massif, s'attaque sans vergogne aux populations les plus fragiles de nos communautés. En réduisant les programmes d'aide alimentaire essentiels comme le SNAP, ce texte de loi priverait les familles, les enfants et les personnes âgées des prestations auxquelles ils ont droit. Ainsi, des millions d'Américains souffriraient de la faim tandis que les milliardaires bénéficieraient de milliards de dollars d'allègements fiscaux. Ces réductions ne feront pas qu'accentuer la pauvreté et les difficultés dans notre État et notre pays, elles répercuteront également des coûts exorbitants sur les gouvernements étatiques et locaux, ce qui obligera les États et les municipalités à choisir entre des hausses drastiques d'impôts ou des réductions drastiques de leurs services. Dans les semaines à venir, je travaillerai sans relâche pour faire échouer ce projet cruel et rétrograde et défendre les programmes qui permettent à nos communautés de rester saines et fortes. »

Le représentant Joe Morelle a déclaré : « Le plan du président Trump visant à réduire le financement de programmes essentiels comme le SNAP laisserait des millions de familles laborieuses en difficulté pour nourrir leurs enfants. Je soutiens fièrement une loi qui protège le SNAP et Medicaid et qui préserve le financement intégral de ces programmes vitaux. Tandis que les Républicains du Congrès continuent de soutenir le projet cruel et chaotique du président, je continuerai à me battre pour protéger les familles laborieuses et les services sur lesquels elles comptent, car aucun enfant ne devrait jamais avoir à se demander comment il fera pour manger. »

Le représentant Tom Suozzi a déclaré : « Chaque individu mérite d'avoir accès à un repas chaque jour. Il ne s'agit pas seulement d'un privilège, mais d'une nécessité fondamentale qui doit être reconnue et défendue afin de garantir la dignité et le bien-être de tous. Si les mesures fédérales de réduction du SNAP sont adoptées, elles conduiront à une crise évitable et constitueront la réduction la plus importante de l'aide alimentaire dans l'histoire de l'humanité. Les citoyens américains, jeunes et vieux, souffriront de la faim. En termes simples, les prestations du programme SNAP permettent aux communautés les plus vulnérables de se nourrir. »

Le représentant Pat Ryan a déclaré : « Les familles laborieuses de la vallée de l'Hudson ont déjà du mal à joindre les deux bouts. Leur retirer l'aide alimentaire, ce serait les priver du strict nécessaire Rien que dans ma circonscription, plus de 74 000 personnes (dont des enfants, des personnes âgées et des anciens combattants) comptent sur le programme SNAP pour bénéficier d'un accès constant aux repas nutritifs. Il est inadmissible et cruel que cette administration leur enlève ce privilège. Je vais continuer à me battre bec et ongles pour empêcher ces réductions, car la vie de mes concitoyens en dépend. »

Le représentant George Latimer a déclaré : « Ce projet de loi de réconciliation irréfléchi républicain, qui prévoit des réductions de centaines de milliards de dollars du programme SNAP, est inacceptable. J'ai voté contre ces réductions à chaque fois qu'elles ont été présentées à la Chambre des représentants en raison de l'impact dévastateur qu'elles auraient sur les New-Yorkais vulnérables et dont la survie dépend

du programme SNAP. Dans la circonscription de NY-16, qui couvre une partie de Westchester et du Bronx, 74 000 personnes dépendent de SNAP. Au moment où le Parti républicain se focalise sur la sécurisation des réductions d'impôts pour les riches au détriment des américains en difficulté, mes collègues démocrates et moi-même continuerons à nous opposer à ces actions et à faire tout notre possible pour lutter contre l'insécurité alimentaire des millions d'américains qui comptent sur les prestations de SNAP pour pouvoir se nourrir, comme chaque américain mérite de pouvoir le faire. »

Le représentant Timothy M. Kennedy a déclaré : « Dans toutes les communautés de l'Ouest de New York, nous constatons une demande croissante d'aide alimentaire alors que les familles ont du mal à joindre les deux bouts et que l'inflation fait flamber les prix des produits alimentaires. Se nourrir est un droit humain fondamental et nous disposons des outils nécessaires pour éradiquer la faim en Amérique. La dernière chose que nous devrions faire aux familles qui sont au bord du gouffre est de leur couper l'herbe sous le pied en réduisant les prestations de SNAP. Le projet de loi de réconciliation républicain est un affront aux familles laborieuses et doit être rejeté. »

Le représentant John W. Mannion a déclaré : « J'ai voté contre ce projet de loi, car il est cruel et immoral de priver les enfants, les personnes âgées et les anciens combattants de l'aide alimentaire. Dans la circonscription de NY-22, plus de 50 000 ménages dépendent du SNAP et l'insécurité alimentaire est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était pendant la pandémie. Ce projet de loi menace nos familles, grève nos collectivités locales et prive de soutien les personnes qui en ont le plus besoin. Je continuerai à rejeter ces réductions dévastatrices et à plaider en faveur de la meilleure voie à suivre : une loi agricole quinquennale qui soutienne les agriculteurs et tous ceux qui dépendent de l'agriculture américaine. »

Le représentant Josh Riley a déclaré : « J'ai grandi avec la conviction que chaque enfant mérite un ventre plein et des chances équitables. Cela n'est pas négociable. Ce projet de loi priverait de nourriture les familles dans le besoin et réduirait à néant les magasins et les fermes des petites villes qui nourrissent nos communautés. Je me combattrai de toutes mes forces cette loi, car personne dans le nord de l'État de New York ne devrait souffrir de la faim pendant que les milliardaires bénéficient d'un nouvel allègement fiscal. »

Peter Hatch, coprésident par intérim du CPRAC (Conseil consultatif pour la réduction de la pauvreté infantile), a déclaré : « Le programme SNAP contribue à nourrir nos familles, à financer nos épiceries et à soutenir nos agriculteurs. Des décennies de recherches démontrent son impact positif sur la santé à long terme des enfants, la réduction de la pauvreté et la stimulation des économies locales grâce aux dépenses effectuées par les bénéficiaires. Le projet de loi budgétaire des Républicains augmenterait la faim et la pauvreté chez les enfants, réduirait l'activité économique dans les communautés et imposerait aux États et aux comtés des coûts immenses que nous ne pouvons pas assumer. Ces coûts sont d'autant plus élevés que l'État de New York fait des progrès dans la réduction de la pauvreté infantile. Au nom du CPRAC de New York, nous nous opposons fermement à toute action qui priverait du programme

SNAP les millions d'enfants du pays qui en dépendent, et nous demandons vivement au Sénat de protéger ce programme essentiel, afin que les enfants puissent continuer à bénéficier de l'alimentation dont ils ont besoin pour s'épanouir. »

Vanessa Threatte, directrice exécutive du New York State Council on Children and Families et membre du CPRAC, a déclaréa déclaré : « Lorsque les enfants et les familles souffrent de la faim, cela a des conséquences négatives graves et généralisées sur leur santé physique et mentale, leur développement cognitif, leurs résultats scolaires, le bien-être de leur famille et leur bien-être en général. Si l'on reconnaît l'intersectionnalité de l'insécurité alimentaire et que l'on garantit un accès continu aux programmes alimentaires essentiels, tels que SNAP, tous les enfants et les familles de New York pourront vivre une vie plus saine et les communautés pourront prospérer. »

Le PDG de Robin Hood et membre du CPRAC, Rich Buery, a déclaré : « Réduire le budget du programme SNAP n'est pas seulement un échec moral, c'est un désastre économique qui nous ferait reculer dans la lutte contre la pauvreté infantile. Les données sont claires : selon une analyse de l'université de Columbia, chaque dollar retiré aux familles qui tentent de subvenir à leurs besoins alimentaires se traduit par une perte de 20 dollars en termes de santé, d'éducation et de productivité économique à l'échelle du pays. Ces réductions porteraient préjudice à nos enfants, affecteraient nos systèmes de santé et de justice, et entraveraient les progrès que nous avons accomplis. Nous avons accompli trop de progrès pour tout compromettre en abandonnant les enfants et les familles de l'État de New York. Leur bien-être constitue le fondement de notre avenir commun. »

Grace Bonilla, présidente-directrice générale de United Way of New York City et membre de la CPRAC, a déclaré : « Le financement de SNAP est essentiel pour garantir aux New-Yorkais un accès digne aux aliments nutritifs. Le Rapport sur le coût réel de la vie de United Way of New York City nous apprend que 50 % des personnes en âge de travailler à New York ont du mal à couvrir leurs besoins fondamentaux, notamment en matière d'alimentation. Le programme SNAP incarne la promesse que, malgré des salaires ne suivant pas le coût de la vie, notre pays se soucie et investit dans nos aînés, nos enfants et tous les américains vulnérables afin qu'ils ne souffrent pas de la faim dans le pays le plus riche du monde. Le projet de loi de réconciliation est une réelle menace qui pèse sur cette promesse et sur les budgets précaires des plus vulnérables, ainsi que sur les budgets des villes et des États à travers le pays. Il incombe à chaque membre du Congrès de faire ce qui est dans le meilleur intérêt des personnes qu'il sert : sauvegarder le financement du programme SNAP. »

Shelly Callahan, directrice exécutive du Regional Economic Development Council Mohawk Valley (Conseil régional de développement économique de la vallée de Mohawk) et membre du CPRAC, a déclaré : « SNAP n'est pas seulement une bouée de sauvetage, c'est un fondement de la stabilité à long terme, de la santé publique et de la mobilité économique. Les réductions budgétaires imposées au programme SNAP n'affecteraient pas seulement les familles vulnérables, mais aussi les économies

locales, comme celle de la vallée de Mohawk, qui dépendent d'une population stable et en bonne santé. Nous ne pouvons pas construire un État de New York plus fort en privant de nourriture ceux qui font le plus d'efforts pour atteindre l'autosuffisance. Dans notre centre pour réfugiés, nous sommes chaque jour témoins de la résilience des familles qui reconstruisent leur vie après avoir survécu à l'indicible. SNAP n'est pas seulement un filet de sécurité. C'est un pont vers la stabilité, la santé et la dignité. »

Kathy Connerton, présidente-directrice générale de l'hôpital Guthrie Lourdes et membre du CPRAC, a déclaré : « SNAP est plus qu'un poste budgétaire. C'est un filet de sécurité vital qui maintient le droit humain fondamental aux aliments nutritifs. Défendre le SNAP, c'est défendre ce principe simple : à New York, personne ne devrait se coucher en ignorant s'il mangera demain ! Ce programme essentiel constitue la base de la vie quotidienne de nos enfants, de nos personnes âgées et de nos résidents handicapés. En effet, il leur permet non seulement de survivre, mais aussi de s'épanouir. Compromettre le SNAP met nos voisins les plus vulnérables en situation de crise et sape le bien-être collectif de toute notre communauté. »

Scott French, administrateur de l'administration des ressources humaines de la ville de New York et membre du CPRAC, a déclaré : « Le SNAP est vital pour 1,8 million de résidents de la ville de New York et alimente la croissance économique au sein de nos communautés locales. Ces réductions proposées dans le projet de loi de réconciliation budgétaire sont absolument inacceptables. Nous exhortons les membres du Congrès à prendre conscience des enjeux pour la classe ouvrière new-yorkaise qui fait tourner la ville, pour les personnes âgées et les enfants vulnérables qui dépendent de ce programme essentiel de lutte contre la faim pour survivre, ainsi que pour les agriculteurs et les entreprises locales qui bénéficient des fonds alloués au programme SNAP. Dans le cadre de notre mandat visant à renforcer les possibilités de mobilité économique pour les New-Yorkais à faible revenu, nous continuerons à tirer la sonnette d'alarme pour qu'aucun enfant ne souffre de la faim et que les familles n'aient pas à choisir entre nourrir leurs proches ou payer leur loyer. »

Marie Cannon, présidente et directrice générale de la Community Action Organization of Western New York et membre du CPRAC, a déclaré : « Au sein de la Community Action Organization of Western New York, nous constatons au quotidien à quel point le programme SNAP est vital pour les familles qui aspirent à l'autosuffisance. Les réductions proposées par le gouvernement fédéral n'auraient pas seulement pour effet de priver nos voisins les plus vulnérables de ressources alimentaires essentielles, mais aussi de réduire à néant les progrès que nous avons accomplis dans la lutte contre la pauvreté multigénérationnelle. Nous invitons nos dirigeants fédéraux à rejeter ces changements et à protéger le filet de sécurité qui donne de l'espoir et de la dignité aux millions d'américains. »

Rachel Sabella, directrice de No Kid Hungry New York, a déclaré : « Face à l'augmentation constante des prix des denrées alimentaires et à la stagnation des revenus des New-Yorkais, le SNAP reste l'un de nos outils les plus puissants pour lutter contre la faim et faire en sorte que les enfants soient nourris et en bonne santé.

Pendant ce temps, les propositions budgétaires de la Chambre des représentants et du Sénat des États-Unis feraient souffrir inutilement les familles laborieuses et les États qui tentent d'administrer le programme SNAP. En outre, elles puniraient inutilement les commerçants et les agriculteurs de New York et de l'ensemble du pays, ce qui pousserait les économies locales fragiles à la limite de leurs capacités. Lors d'un récent sondage réalisé auprès des New-Yorkais, 91 % d'entre eux ont déclaré à No Kid Hungry que l'éradication de la faim chez les enfants devrait être un objectif bipartisan. Nous souhaitons que tous les élus de New York au Congrès rejettent ces propositions de réduction du SNAP et protègent les programmes qui ont prouvé leur efficacité dans la lutte contre la faim, le soutien aux familles et le renforcement des économies locales. »

K**ate Breslin, présidente-directrice générale du Schuyler Center for Analysis and Advocacy et membre du CPRAC, a déclaré :** « L'État de New York œuvre à bâtir un avenir où chaque enfant dispose des ressources nécessaires pour s'épanouir. En durcissant les conditions d'accès à l'aide alimentaire, le Congrès aggrave la précarité des familles les plus fragiles et réduit leurs perspectives d'avenir. Nos dirigeants fédéraux doivent préserver la sécurité alimentaire pour nos enfants et nos familles, sans barrières ou réductions supplémentaires qui pénalisent les familles et créent des problèmes pour les États et les communautés locales. »

Larry Marx, PDG de The Children's Agenda, a déclaré : « Plus de 360 000 enfants de l'État de New York sont nourris dans des familles qui dépendent du programme SNAP et les réductions proposées dans le cadre de la réconciliation fédérale menaceront directement leur sécurité alimentaire. SNAP est un moyen de survie pour les enfants dont les familles connaissent des difficultés financières. La faim a des effets dévastateurs sur la santé, les études et le bien-être des enfants. Nourrir notre population la plus vulnérable et la plus précieuse, nos enfants, ne devrait pas être une question partisane. Le Congrès devrait rejeter les propositions visant à réduire les fonds alloués au programme SNAP. »

Mike Durant, président-directeur général de la Food Industry Alliance of New York State, a déclaré : « La réduction des fonds alloués au programme SNAP dans l'État de New York ne menacera pas seulement ce programme essentiel, mais aura également un impact en cascade. Elle entraînera en effet des pertes d'emplois, une diminution des revenus et une pression accrue sur les services locaux et de l'État. L'industrie alimentaire de détail encourage les législateurs du Congrès à trouver une solution qui préserve le SNAP sans répercussions négatives sur nos communautés et notre économie. »

Jack Riffle, directeur exécutif de la Farmers Market Federation of New York, a déclaré : « Le programme SNAP joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire des New-Yorkais et prend une importance croissante pour les fermes de l'État de New York, les marchés fermiers et les économies locales. Grâce au généreux programme d'incitation SNAP de New York, FreshConnect, les achats de prestations SNAP dépassent désormais 10 millions de dollars par an dans les marchés de producteurs

autorisés de l'État. En tant qu'organisation représentant les marchés fermiers et les agriculteurs de New York, notre fédération exhorte les législateurs de l'État de New York à prendre en compte la valeur du financement de SNAP pour les vendeurs fermiers, les clients et les communautés de l'État de New York. »

Allison Lake, directrice exécutive de la Westchester Children's Association et membre du CPRAC, a déclaré : « Nourrir tous nos enfants devrait être un principe de base pour notre pays. Le SNAP permet à certaines de nos familles les plus vulnérables de pouvoir se nourrir. Les réductions et les charges administratives proposées dans le projet de loi de réconciliation auront un impact direct sur la santé et le bien-être des enfants. Dans l'un des comtés les plus riches du pays, le comté de Westchester, à New York, notre dernière publication de données montre que le programme d'alimentation des enfants fournit en moyenne 80 000 repas par mois aux enfants. Le Congrès peut et doit faire mieux pour les familles laborieuses du comté de Westchester, de l'État de New York et de la nation. »

Dia N. Bryant, partenaire du Context Matters Strategy Group et membre du CPRAC, a déclaré : « Les réductions des fonds alloués au SNAP ne sont pas seulement des décisions budgétaires, ce sont des décisions morales. Lorsque nous réduisons l'accès à l'aide alimentaire, nous indiquons que certaines familles, certains enfants, ont moins droit à la dignité et à l'alimentation. À New York, où les disparités sont déjà profondes, ces changements plongeront davantage de familles dans la crise et davantage d'enfants affamés dans les salles de classe. Comment prétendre construire une société équitable si on s'attaque aux plus démunis ? »

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

SE DÉSABONNER